

Jeudi 17 mai 2018

Les migrations sont un phénomène qui participe continuellement à la construction des histoires sociales et économiques. Aujourd'hui, les flux migratoires et leur lourd tribut humain sont autant de conséquences de la multiplication des zones de conflits sur le globe, des catastrophes écologiques mais aussi des inégalités entre le « Nord et le Sud », notamment en matière de répartition des richesses, d'accès à l'eau potable, à de bonnes conditions de nutrition, aux soins... Ces mêmes facteurs vont accentuer encore les mouvements migratoires, alors qu'aujourd'hui les migrants sont relégués dans l'isolement, l'exclusion, la précarité ou l'insalubrité. Nous exprimons notre effroi devant ce qui n'est rien d'autre qu'une catastrophe humanitaire devant laquelle les Etats ferment les yeux.



L'inexistence d'une véritable politique d'accueil en Europe reporte sur quelques pays (Grèce, Espagne, Italie) une charge bien trop lourde pour eux. Pour nous, les gouvernements doivent assumer leurs responsabilités et mettre en œuvre un véritable devoir d'accueil vis-à-vis des réfugiés. Nous estimons que ce devoir de solidarité et de dignité doit s'imposer équitablement à tous les pays de l'Union.

**Pour faire face à l'urgence de la situation, nous considérons que les efforts doivent prioritairement être portés sur la mise en place au niveau européen d'une coordination pérenne et renforcée de moyens humains, matériels et financiers permettant de porter secours et assistance aux populations dont le nombre de victimes ne cesse de croître.**

Au-delà, nous appelons à une réflexion d'ensemble qui porte notamment sur la demande d'asile et plus généralement sur la politique migratoire de l'Europe qui, pour contrôler ses frontières, tourne le dos aux milliers de personnes qui risquent leur vie dans l'espoir d'une vie meilleure.

La solidarité doit être le vecteur principal de politiques d'asile et d'immigration qui étendent les protections pour faire société, pour mieux vivre ensemble. La fermeté et le rejet, signes de repli et d'indifférence aux plus vulnérables n'y ont pas leur place. Aucune politique d'accueil digne de ce nom ne peut priver quiconque de l'accès aux droits fondamentaux comme les soins, le logement, l'emploi et l'éducation.

A l'heure où en France se discute un 18<sup>ème</sup> projet de loi sur l'immigration, nous tenons à rappeler la contribution indéniable des migrants au soutien de l'activité économique. Loin de représenter une menace générale pour notre sécurité ou un facteur d'accroissement du chômage, pour ne rappeler ici que deux des raisons souvent invoquées pour « leur fermer la porte », les migrants participent à l'accroissement de la richesse nationale et au financement de la protection sociale, consomment et créent des entreprises.

Le droit d'asile doit être respecté afin de revenir à ce qui a fondé notre histoire, généreuse face aux populations qui fuient les conflits meurtriers, les désastres économiques et écologiques. La dissuasion et la répression n'empêcheront pas celles et ceux qui vivent des

situations inhumaines de tenter l'impossible pour rejoindre les pays comme le nôtre qui restent à leurs yeux des destinations attractives.

Partager les conditions de cette attractivité nous honorerait.

Notes de presse de la FSU de Philippe CASTEL

[Comprendre les migrations internationales](#) : le petit guide de la Cimade

**Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège – Section du Puy-de-Dôme**  
Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND  
Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 ✉ [snu63@snuipp.fr](mailto:snu63@snuipp.fr)

